

W

WADDINGTON (RICHARD, PENDRELL), né le 22 mai 1838 à Rouen (Seine-Inférieure), mort le 26 juin 1913 à Saint-Léger-du-Bourg-Denis (Seine-Inférieure).

*Député de Seine-Inférieure
de 1876 à 1891.*

*Sénateur de Seine-Inférieure
de 1891 à 1913.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 553.)

Ce républicain fervent, qui avait été secrétaire du groupe du centre gauche à la Chambre des députés, était un esprit ouvert à tous les grands problèmes, et plus spécialement aux questions sociales, aux problèmes militaires, aux grandes affaires du commerce et de l'industrie et à tout ce qui concernait les chemins de fer, les tarifs douaniers et les traités de commerce.

Waddington, conseiller général de Darnétal, membre de la Chambre de commerce depuis 1872, allait en présider les destinées à partir de 1896.

Il se représenta aux élections législatives du 22 septembre 1889 et fut élu avec 10.272 voix sur 19.822 votants, contre 9.116 voix au monarchiste comte de Pomereu.

Lors des élections sénatoriales du 4 janvier 1891, il décide de quitter la Chambre des députés et d'aller rejoindre son frère William au Palais du Luxembourg. Au premier tour, sur 1.494 votants, il n'arrive qu'en cinquième position, avec 686 voix, tandis que Lesouëf avec 863 voix, Casimir Périer avec 854 voix et Dauterme avec 809 voix, sont élus dès ce premier tour. Il est devancé aussi par Pouyer-Quertier qui obtient, lui, 727 voix. Mais, au second tour, sur 1.491 votants, Richard Waddington bat Pouyer-Quertier avec 785 voix contre 702.

Il sera toujours réélu jusqu'à sa mort. Aux élections du 28 janvier 1900, au premier tour de scrutin, sur 1.486 votants, il viendra en quatrième position avec 678 voix, derrière Portier 728 voix, de Montfort 704 voix et Lesouëf 688 voix, et devançant Gervais 677 voix, mais, au

deuxième tour, il arrivera en tête et sera élu avec 825 voix sur 1.483 votants, avec Fortier 786 voix, de Montfort 763 voix et Gervais 746 voix, Lesouëf perdant son siège avec 709 voix seulement.

Aux élections du 3 janvier 1909, Richard Waddington sera réélu dès le premier tour avec 835 voix sur 1.470 votants, en compagnie de Fortier 837 voix et de Montfort 777 voix, Goujon étant élu au second tour avec 715 voix.

Waddington s'inscrivit, au Sénat, au groupe de la gauche républicaine.

Son activité débordante nous le montre membre du conseil supérieur des colonies, membre du comité consultatif des chemins de fer, membre de la commission supérieure de l'exposition de 1900, président à deux reprises de la commission supérieure du travail, secrétaire du groupe sénatorial des intérêts maritimes.

Dans le cadre strictement parlementaire, il appartient à la commission des finances, aux commissions des chemins de fer, de la réforme de l'impôt des prestations du service des enfants assistés, à la commission des douanes.

Il combat les cabinets Waldeck-Rousseau et Combes avec une certaine véhémence.

Dans ses interventions très écoutées, il appuie les doctrines économiques protectionnistes et participe à l'élaboration de toutes les lois d'affaires. Il est toujours au premier rang des défenseurs de l'industrie nationale.

On lui doit de nombreux rapports et avis, aussi bien sur des conventions relatives aux chemins de fer, que sur les régimes douaniers, sur les conditions de travail des femmes, sur les péages au port de Rouen, sur les problèmes militaires. Rapporteur de la commission des finances pour le budget de la guerre, il fut aussi rapporteur de sa célèbre proposition de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines et manufactures.

Parmi ses multiples interventions à la tribune du Sénat, citons celles qui eurent pour cadre les discussions budgétaires, notamment à propos des crédits de la guerre, des beaux-arts, des travaux publics, du travail.

Richard Waddington, grande figure de parlementaire, travaillait encore avec acharnement peu de temps avant de disparaître, le 26 juin 1913, à l'âge de soixante-quinze ans.

Passionné de beaux-arts, Richard Waddington a laissé derrière lui une importante œuvre d'historien. Il publia en effet, en 1896, *Louis XV et le renversement des alliances. Prélude à la guerre de Sept ans*; puis, en 1899, *La guerre de Sept ans. Histoire diplomatique et militaire*, puis encore, en 1904, *Crefeld et Zorndorf et Minden Kunersdorf*; et enfin, en 1908, *Torgau, pacte de famille*.

Richard Waddington était chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.

WADDINGTON (WILLIAM), né le 11 décembre 1826 à Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir), mort le 13 janvier 1894 à Paris.

Représentant de l'Aisne
à l'Assemblée nationale de 1871 à 1876.

Sénateur de l'Aisne de 1876 à 1894.

Ministre de l'Instruction publique

du 18 mai au 25 mai 1873

et du 9 mars 1876 au 17 mai 1877.

Ministre des Affaires étrangères

du 13 décembre 1877 au 4 février 1879.

Président du Conseil

et Ministre des Affaires étrangères

du 4 février au 28 décembre 1879.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT et COUGNY. *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 552)

William Waddington avait passé la plus grande partie de son dernier mandat de sénateur à Londres, comme ambassadeur de France, poste pour lequel il était particulièrement qualifié, à son double titre d'ancien ministre des Affaires étrangères et d'Anglais d'origine puisque son père avait été naturalisé français peu de temps avant la naissance de son fils. Cet éloignement de la France avait fait perdre à William Waddington à peu près tout contact avec le département qu'il représentait et avec son électoral.

Il n'est donc pas étonnant que, aux élections sénatoriales du 7 janvier 1894, il perdit son siège. Tandis que, dès le premier tour, les trois autres sénateurs sortants, Malézieux, Aimé Leroux et Séblin étaient réélus avec respectivement 1 025, 833 et 777 voix sur 1 363 votants, Waddington n'arrivait qu'en sixième position avec 575 voix. Au deuxième tour, il n'en obtenait plus que 530 et laissait son siège à l'ancien député Macherez qui recueillait 730 voix.

Il ne se consola pas de son échec électoral, lui qui, bien que fils d'un étranger naturalisé, avait dirigé pendant près d'un an les destinées gouvernementales de la France, et il ne devait pas survivre à ce revers du sort. Il allait en effet mourir

six jours plus tard, le 13 janvier, à soixante-huit ans, laissant à son frère Richard le soin de continuer de représenter leur nom au Parlement.

WALDECK-ROUSSEAU (PIERRE, MARIE, René, ERNEST), né le 2 décembre 1846 à Nantes (Loire-Inférieure), mort le 10 août 1904 à Corbeil (Seine-et-Oise).

Député d'Ille-et-Vilaine de 1879 à 1889.

Sénateur de la Loire de 1894 à 1904.

Ministre de l'Intérieur

du 14 novembre 1881 au 30 janvier 1882.

Ministre de l'Intérieur

(et des cultes du 21 au 27 février 1883)

du 21 février 1883 au 6 avril 1885.

Président du Conseil,

ministre de l'Intérieur et des Cultes

du 22 juin 1899 au 7 juin 1902.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT et COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 553).

Waldeck-Rousseau ne se représente pas aux élections de 1889. C'est au barreau de Paris qu'il réserve son talent. Froid, distant, peu aimé de ses confrères, il est expert en droit civil. Les effets de manches des assises ne l'attirent point, mais il plaide dans la plupart des grands procès financiers — l'affaire Lebaudy et le procès de Panama entre autres — ceux qui, au dire de ses détracteurs, rapportent le plus.

Avocat de renom, Waldeck-Rousseau n'a pourtant rien d'un mondain et sa femme, qui puise dans sa fortune personnelle le goût des fastueuses réceptions, ne parvient guère à le sortir de sa solitude.

Pourtant, avec les ans, il lui arrive d'interrompre le cours de ses procès d'affaires en faveur des arts et lettres. Sa plaidoirie pour Coquelin contre la Comédie-Française est de nos jours une œuvre d'anthologie. Il défend de même Zola, l'éditeur Wilder contre la famille de Richard Wagner et le pape Léon XIII contre les héritiers du Plessis-Bellièvre. Il hante l'Opéra et les théâtres parisiens : il se verrait bien à l'Académie française. C'est l'Ordre des avocats qui l'accueille en 1897, mais au troisième tour de scrutin, avec une froideur égale à celle qu'il a toujours manifestée lui-même à ses pairs.

La vie politique ne le tente plus, malgré les plus vives sollicitations. Son retour aux affaires publiques, il le doit un peu au hasard. Albert de La Berge, sénateur de la Loire, meurt en juillet 1894. Audiffred, député du département, voit en Waldeck-Rousseau le candidat idéal, quoique — ou parce que ! — ce Nantais ignore tout du département de la Loire. Cédant finalement aux instances de ses amis républicains, Waldeck-Rousseau se présente et, le 7 octobre 1894, il est élu sénateur au premier tour par 829 voix sur 946 votants contre 28 à

Limouzin, candidat économique, et 28 à Manin, candidat forézien.

Après la démission de Casimir-Perier, il est candidat à la magistrature suprême, le 17 janvier 1895. Au premier tour, le congrès ne lui accorde que 184 voix contre 338 à Henri Brisson et 244 à Félix Faure, élu au second tour.

Plus heureux aux élections sénatoriales du 3 janvier 1897, il recueille 768 voix sur 949 votants.

S'il intervient peu au Sénat — de 1894 à 1899, il ne montera que trois fois à la tribune — il n'en est pas moins actif. C'est dans des discours prononcés hors du Parlement qu'il définit sa ligne politique et un programme de gouvernement.

Il tente un regroupement politique de tous les républicains, mais son « grand cercle républicain » est réservé à des bourgeois aisés.

L'affaire Dreyfus continue à déchirer le pays, donnant aux nationalistes maintes occasions de créer du désordre.

L'acquiescement de Déroulède, les incidents d'Auteuil créent la panique et emportent le ministère — le cinquième en un an ! — le 12 juin 1899. C'est à Poincaré que Loubet confie le soin de former un nouveau gouvernement, puis, après son refus à Waldeck-Rousseau.

Le nouveau président du Conseil forme un cabinet à sa convenance. Il assumera lui-même le poste de ministre de l'Intérieur et des Cultes. Il confiera le ministère de la Guerre au général de Galliffet, ce qui provoque quelques remous, et celui du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes à Millerand, ce qui en soulève bien plus encore car c'est la première fois sous la III^e République qu'un socialiste, et non des moindres, fait partie du gouvernement. Séance d'investiture plus que houleuse à la Chambre des députés, à l'issue de laquelle le gouvernement recueille cependant 262 suffrages. Vingt-cinq voix, c'est presque une majorité de complaisance ; Waldeck-Rousseau saura en faire une majorité solide et durable.

Ce gouvernement « de défense républicaine » qui se constitue en pleine crise doit d'abord, par sa détermination, rassurer et apaiser les esprits.

Le deuxième procès de Dreyfus devant le conseil de guerre de Rennes a soulevé, dans la presse et l'opinion, polémiques et outrances. Pendant l'été de l'année 1899, le souci primordial du président du Conseil est de maintenir l'ordre, si possible sans prendre personnellement parti afin de ne pas envenimer la situation.

C'est évidemment l'armée que l'affaire a principalement touchée, le malaise ressenti par les officiers devenant inéluctablement politique. Galliffet prend des mesures énergiques ; contrairement à ce qu'on pouvait craindre, l'armée ne bouge pas.

En mars 1900, le gouvernement dépose un projet de loi portant amnistie pour toutes les actions judiciaires se rattachant à l'affaire Dreyfus. Ce texte est critiqué, mais adopté et met pratiquement

un terme, dans les faits sinon dans les esprits, à un des plus sombres épisodes de notre Histoire.

Au moment où Waldeck-Rousseau est appelé à la tête du gouvernement, la situation sociale en France n'est guère plus brillante que la situation politique. Les grèves se succèdent et, de l'été 1899 à l'été 1901, vont s'amplifiant. Tour à tour, ouvriers du textile, métallurgistes, mineurs, dockers et marins cessent le travail. Les bénéfices des grosses entreprises ont augmenté assez rapidement au cours des dix dernières années, mais les salaires n'ont pas suivi cette progression. Mieux organisés, plus conscients de leurs problèmes et de leur force, les ouvriers multiplient les manifestations publiques.

Fait nouveau : les ouvriers du Creusot demandent au président du Conseil d'arbitrer le conflit qui les oppose à Schneider. Sensible à cette marque de confiance aussi sympathique qu'inhabituelle, Waldeck-Rousseau reçoit les grévistes, réaffirme le droit de grève et rend son arbitrage, mais se montre passablement écœuré de la façon dont il est appliqué. Sa médiation lui a valu la sympathie des milieux ouvriers, mais l'hostilité déclarée de tout le patronat, qu'il estime responsable de la prolongation de ces mouvements sociaux. Avec Millerand, il dépose un projet de loi définissant un système d'arbitrage obligatoire ; le Parlement ne s'en saisira même pas !

Si l'affaire Dreyfus est en voie d'apaisement, si les mouvements sociaux finissent par trouver une solution, les Français n'en retrouvent pas pour autant leur calme : les querelles religieuses leur fournissent un autre motif de s'entre-déchirer.

A la fin du XIX^e siècle, l'Eglise vit sous le régime du concordat. Le clergé séculier et sa hiérarchie sont nommés et payés par l'Etat. Waldeck-Rousseau est favorable à ce système qui lui permet de les traiter comme des fonctionnaires, notamment de nommer les évêques, tâche à laquelle il apporte le plus grand soin.

Ce concordat comporte néanmoins une faille : le clergé régulier qui, échappant à tout contrôle, a le loisir de s'immiscer dans la vie politique et de faire pression sur la population catholique. Pour Waldeck-Rousseau, c'est un Etat dans l'Etat qu'il ne peut admettre.

Le 14 novembre 1899, il dépose un projet de loi concernant les associations et les congrégations religieuses. Cette loi marque le début d'une évolution qui aboutira, quelques années plus tard, à la séparation des Eglises et de l'Etat.

La loi sur les associations visait tout spécialement les richesses accumulées par certaines congrégations et l'emprise qu'elles exerçaient sur l'opinion par leurs maîtres, leurs œuvres de bienfaisance et leurs prédicateurs. Pour le ministre des Cultes, ces congrégations sont aussi puissantes qu'inutiles ; il y voit un danger moins dans l'immédiat que pour l'avenir.

Dans son esprit, la loi sur les associations n'est que l'extension du droit

commun aux congrégations religieuses. Le texte en est précis et strict, du moins lors de son dépôt devant le Parlement, car il est sérieusement remanié tant par la Chambre que par le Sénat. L'anticléricalisme se déchaîne et le Parlement va nettement plus loin que le chef de l'exécutif. Au fil d'une discussion passionnée, les amendements se succèdent ; Waldeck-Rousseau se défend à peine car ils émanent de sa propre majorité. Le texte qui résulte des débats parlementaires est beaucoup plus sévère à l'égard des congrégations que celui du gouvernement. Là où Waldeck-Rousseau pense faire « un acte de nature à favoriser un véritable apaisement », Jaurès voit « un commencement de combat, un premier effort qui nécessairement devra se continuer ».

Waldeck-Rousseau ne s'est jamais laissé aller à un anticléricalisme aveugle. Pour lui, le but à atteindre était la suprématie de l'Etat, qui impliquait que les congrégations fussent, comme toute collectivité, soumises à son contrôle. Il estimait d'ailleurs que la religion était dépassée et que l'Eglise sombrerait d'elle-même, à condition qu'on ne lui donnât pas une fois de plus l'aureole du martyr. Face au déchaînement des passions, il fait encore figure de modéré.

Autant il boudait la tribune du Parlement quand il était simple sénateur, autant il l'occupera en tant que président du Conseil. En trois ans, le gouvernement devra répondre à quelque 350 questions et interpellations. Sans emphase, d'une éloquence faite de précision, de clarté et de rigueur, il apportera lui-même la réponse du gouvernement à 191 d'entre elles.

Au cours de l'été 1901, le calme est revenu et la tâche du président du Conseil en est grandement facilitée : de juin 1901 à mai 1902, il ne prononce qu'un discours au Parlement. Les 27 avril et 11 mai 1902, se déroulent des élections législatives. Elles se traduisent par un gros succès pour le gouvernement à qui une majorité de plus de 80 voix permet d'agir sans soucis.

C'est le moment que choisit Waldeck-Rousseau — 3 juin 1902 — pour donner sa démission. La santé de celui qui, pendant près de trois ans, dirigea le plus long ministère de la III^e République, est déjà défaillante. Devant Loubet à qui il va remettre sa démission, il « laisse tomber le nom de Combes », qui lui succédera effectivement.

On sait ce que fut la politique religieuse du nouveau cabinet. Redevenu sénateur de la Loire, Waldeck-Rousseau en fait le procès. La séparation des Eglises et de l'Etat apparaît au bout du chemin ; l'ancien président du Conseil ne la souhaite pas et expose au Luxembourg les raisons pour lesquelles il la juge dangereuse.

Ce sera son dernier discours. Atteint d'un cancer du pancréas, il doit s'aliter en décembre 1903. En mai 1904, on tente de l'opérer, mais sans résultat appréciable. Le 10 août 1904, après une nouvelle et grave opération, il meurt dans sa propriété de Casteljoli à Corbeil.

Waldeck-Rousseau a publié : *Discours parlementaires* (1889), *Questions sociales* (1900), *Associations et congrégations* (1901), *Action républicaine et sociale* (1902), *La défense républicaine* (1902), *Politique française et étrangère* (1903), *Pour la République* (1904), *L'Etat et la liberté* (1905-1906).

WALLACH (ALFRED), né le 5 mars 1882 à Mulhouse (Haut-Rhin).

Député du Haut-Rhin de 1932 à 1939.

Alfred Wallach crée en 1907 les établissements de Mulhouse qui porte son nom et dont le prodigieux essor s'étend en France et à l'étranger. Il est président des engagés volontaires alsaciens et lorrains de la guerre de 1914-1918.

En mai 1932 il est candidat du parti démocrate dans la 1^{re} circonscription de sa ville natale aux élections législatives. Il est élu au second tour de scrutin par 12.367 sur 21.640 suffrages exprimés, son principal concurrent M. Grumbach en obtenant 10.436.

En 1936, il est de nouveau candidat du parti démocrate dans la même circonscription. Il est réélu au second tour de scrutin : il obtient 14.427 voix sur 22.232 suffrages exprimés contre 10.188 à M. Wagner candidat socialiste.

Dans son programme de 1932 Alfred Wallach part de l'état de crise économique que connaît la France et propose pour enrayer le marasme des affaires de favoriser l'exportation, d'organiser le marché intérieur.

Il insiste sur la nécessité de maintenir le niveau de la consommation, sans lequel les affaires ne peuvent se maintenir, sur le rôle des banques et du crédit dans la relance, sur l'allègement souhaitable des impôts, le déficit momentané du budget étant vite compensé par la reprise des affaires. Il propose le remplacement des taxes sur le chiffre d'affaires par une taxe unique frappant tous les stades de la production.

Alsacien, il est partisan d'une unification progressive des législations alsaciennes et françaises. Il reconnaît le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il se propose d'assurer la défense de tous les anciens combattants qu'ils aient servi dans l'armée allemande ou dans l'armée française.

En politique internationale, il préconise l'organisation de la paix, le désarmement, l'abandon de la conception de la souveraineté absolue des Etats, l'acceptation de l'arbitrage obligatoire et sanctionné ; il est favorable aux efforts qui ont été faits pour amener l'Allemagne et la France à se comprendre, leur entente étant la base de la paix en Europe.

En 1936, il s'agit de barrer la route au Front populaire. A. Wallach critique la politique faite par la majorité de gauche en 1932 qui a laissé s'installer la crise économique et qui pratique une

politique dangereuse d'alliance avec la Russie et d'hostilité à l'égard de l'Italie. Il stigmatise le rôle des socialistes dans le déclenchement de la guerre civile espagnole.

Son activité législative est régulière au long des huit années.

A. Wallach s'intéresse à des questions d'ordre très divers mais on peut tout de même noter plus particulièrement son activité dans le domaine de la défense et des anciens combattants, de la tarification (ses interventions, dépôts de propositions de loi... sont nombreux) et enfin dans le domaine social.

En 1932, puis 1936, il est membre de la commission de l'armée; en 1932, membre de la commission des douanes et des conventions commerciales, et de la commission des affaires étrangères. En 1936, il siège à la commission spéciale chargée d'examiner les projets de loi sociaux, et à la commission du commerce et de l'industrie.

Il est donc l'auteur de plusieurs propositions de lois relatives aux anciens combattants de 1914-1918, essentiellement pour l'octroi de décorations ou médailles.

Il est le rapporteur de plusieurs projets de lois sur les problèmes de tarification douanière; d'importations de marchandises étrangères, et enfin de taxes et surtaxes de change tout au long de la première législature notamment.

Dans le domaine social, Wallach est l'auteur de propositions de lois sur la déduction du montant des primes d'assurances sur la vie de l'I.R.P.P. en 1934 et en 1936 et de propositions de lois tendant à instituer la retraite pour les vieux travailleurs (1937 et 1938); il participe à la discussion du projet de loi instituant la semaine de 40 heures.

A. Wallach prend part, de plus en plus, sous la pression d'événements dont l'urgence et la gravité vont croissantes, aux discussions politiques.

En 1938, il intervient dans la discussion du projet de loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

Le 2 mars 1939, Alfred Wallach se démet de son mandat de député pour raisons de santé.

En février 1940 il désire abandonner pendant la durée de la guerre, sa pension d'ancien député à la Défense nationale

WALLON (HENRI, ALEXANDRE), né le 23 décembre 1812 à Valenciennes (Nord), mort le 13 novembre 1904 à Paris

*Représentant du Nord
à l'Assemblée législative de 1849 à 1850.*

*Membre de l'Assemblée nationale,
représentant le département du Nord
de 1871 à 1875.*

Sénateur inamovible de 1875 à 1904.

*Ministre de l'Instruction publique,
des Cultes et des Beaux-Arts
du 10 mars 1875 au 9 mars 1876.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COGNAT, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 555.)

Celui qu'on appela souvent « le père de la Constitution » en raison du célèbre amendement qui porte son nom, dans tous les manuels d'histoire, fit une très longue carrière de parlementaire puisqu'il siégea jusqu'à sa mort, à l'âge de 92 ans. Resté très vert, malgré son grand âge, on le vit même fêter ses 90 ans par une visite de l'exposition des automobiles et du cycle.

Son activité fut toujours débordante et multiple. En dehors de son mandat parlementaire, il était membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles lettres, doyen honoraire de la faculté des lettres de Paris.

Doyen d'âge du Sénat, il présida les séances d'ouverture de ses sessions à partir de 1896, et jusqu'à celle de 1903, à 90 ans révolus.

Il siégeait au Sénat au centre gauche et il était président d'honneur du groupe agricole sénatorial.

Il prit part à toutes les grandes discussions, notamment à celles relatives à la défense des intérêts religieux, aux questions économiques et sociales, à la législation sur l'enseignement public. Il se prononça en toutes occasions contre la révision de la constitution. Parmi ses interventions les plus célèbres, il convient de citer celles qu'il fit en 1901 et 1902, à propos de la réforme de l'enseignement secondaire et de la loi sur les associations. Il fit aussi un rapport très intéressant sur le projet de loi relatif à la reconstitution des actes de l'état civil de Paris, en 1893.

Parmi ses autres interventions, on peut mentionner celles qu'il fit dans la discussion du projet de loi sur les dépenses ordinaires de l'Instruction primaire publique et les traitements du personnel, de la proposition de loi sur les candidatures multiples, de différents projets de loi relatifs à des questions douanières, de l'interpellation sur la situation de l'Algérie en 1891, du projet de loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, du projet de loi relatif à la reconstruction de l'Opéra comique, de la proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une fête nationale de Jeanne d'Arc, du projet de loi relatif à la constitution des universités, de la proposition de loi sur la réforme des sanctions dans l'enseignement secondaire, du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales, de l'interpellation sur la réorganisation des plans d'études secondaires, du projet de loi relatif à la construction d'office de maisons d'école, du projet de loi relatif à la liberté de l'enseignement secondaire, du projet de loi relatif à l'enseignement secondaire, du projet de loi relatif à l'enseignement secondaire libre et de nombreux budgets. Sa dernière

intervention date du 1^{er} juillet 1904 ; elle portait sur le projet de loi relatif à la suppression de l'enseignement congréganiste.

En 1891, Henri Wallon avait écrit un ouvrage historique qui eut un grand succès *La révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793*.

Lorsque son décès survint, il se préparait à fêter ses 92 ans.

Henri Wallon était commandeur de la Légion d'honneur depuis 1886 et avait obtenu la médaille d'or pour sauvetage aux bains de mer en 1878.

WALTER (ALBERT-JOSEPH), né le 20 juin 1852 à Saint-Denis, mort le 13 mars 1919 à Paris.

Député de la Seine de 1893 à 1919.

Albert Walter est né dans la banlieue parisienne dans une famille d'origine alsacienne. Dessinateur-mécanicien, il adhère d'abord au parti socialiste révolutionnaire, avant de devenir l'un des fondateurs du parti socialiste dyonisien. Le 4 mai 1884, il est élu membre du conseil municipal, celui-là même qui sera dissous en 1886 par décret du Président de la République ; il siégera à l'Hôtel-de-Ville jusqu'en 1896 et sera maire de Saint-Denis du 15 mars 1892 au 25 janvier 1894 ; battu aux élections municipales de 1896, il sera réélu en 1904, à nouveau battu en 1908, puis élu en 1912 ; il déclinera alors la charge de premier magistrat municipal. Il avait auparavant organisé la conférence des conseillers municipaux socialistes de France.

Maire de Saint-Denis, il a de nombreux démêlés avec le gouvernement, interdit toutes les manifestations extérieures du culte, et impose « la neutralisation du lieu de sépulture en supprimant la croix surmontant le caveau provisoire où peuvent être enterrées des personnes pratiquant un culte autre que le catholique. » Mais ce sectarisme apparent cache un dévouement inlassable à la classe ouvrière, une grande sollicitude pour les petits employés, plus vulnérables selon lui, que les ouvriers.

Le 20 août 1893, le voici tout naturellement candidat aux élections législatives dans la 2^e circonscription de Saint-Denis : il obtient au premier tour 3.127 voix contre 4.584 à Lourdelet et 4.129 à Revest, manufacturier, député sortant, maire de Saint-Denis ; et il l'emporte au second tour par 6.608 voix, ses deux adversaires en récoltant respectivement 4.989 et 4.532. Il sera constamment réélu jusqu'à sa mort : en 1898 (au 2^e tour par 12.865 voix contre 7.204 à Lambert, son principal concurrent) en 1902 (au second tour par 10.165 voix contre 3.098 à Papillaud et 2.450 à Gautier-Poignant) en 1906 (au premier tour par 9.379 voix contre 7.068 à Quintaine) en 1910 (au second tour par 8.901 voix contre 8.458 à Adam) ; en 1914, c'est dans la 3^e circonscription de Saint-Denis qu'il briguera

les suffrages des électeurs : il l'emportera au premier tour (par 8.587 voix contre 3.940 à Genèvevri), Pierre Laval, également socialiste, lui succédant dans la 2^e circonscription.

A son arrivée au Palais Bourbon, il s'inscrit au groupe socialiste et fera partie des commission du travail, d'assistance et de prévoyance, des P.T.T., des pétitions. Ses travaux parlementaires le définissent fidèle à lui-même : anticlérical, il demande la suppression du budget des cultes, il s'oppose à la création d'une seconde paroisse à Saint-Denis ; antimilitariste, il se fera rappeler à l'ordre pour avoir injurié l'armée, lors d'un incident relatif à l'affaire Dreyfus soulevé par Jaurès. Mais épris de justice sociale, il se consacre surtout aux humbles, aux travailleurs, réclamant : des crédits en faveur des victimes de catastrophes, une aide pour les chômeurs, le repos hebdomadaire, l'amélioration des conditions de travail, la reconstruction d'usines détruites, etc... Entre 1900 et 1914 il soutiendra le cabinet Combes, et refusera sa confiance aux cabinets Briand et Clemenceau. Il votera pour l'urgence des lois scolaires, la suppression des conseils de guerre, la représentation proportionnelle.

Il mourra à Paris le 13 mars 1919, accablé par la mort de son petit-fils de 10 ans, 2 jours plus tôt. Son apparente rudesse cachait un cœur tendre et un caractère profondément humain.

WALTER (MICHEL), né le 5 février 1884 à Haguenau (Bas-Rhin).

Député du Bas-Rhin de 1919 à 1942.

Michel Walter est né à Haguenau, d'une famille de vieille souche alsacienne. Docteur ès sciences en 1904, il est professeur au collège de Wissembourg en 1905, au lycée Kléber en 1919. Il collabore au journal *l'Elssaesser* à Strasbourg.

Il est entré dans la vie politique en 1911 lors des élections pour le « Landtag » alsacien, où il soutint la candidature de l'abbé Wetterlé, nationaliste alsacien. Il est conseiller général du Bas-Rhin. Il est élu pour la première fois député le 16 novembre 1919.

Il sera réélu sans interruption jusqu'en 1940 : le 11 mai 1924 sur la liste du bloc national. le 29 avril 1928 sur la liste du bloc républicain indépendant, le 8 mai 1932 il est candidat de l'Union nationale, le 26 avril 1936 de l'union populaire et républicaine.

Ses programmes font appel à quatre idées qu'il énumère lui-même : l'idée chrétienne, l'idée sociale, l'idée de paix, l'idée alsacienne.

Il entend lutter pour le maintien des forces religieuses et morales de la nation, meilleure garantie de l'avenir du pays.

Il veut améliorer le sort des classes laborieuses, classes paysannes et classes moyennes.

il préconise la collaboration internationale et la conciliation entre les peuples.

Il défend l'idée d'une Alsace, province française, mais en même temps fière de son passé et de ses particularismes.

Il est hostile aux majorités de gauche qui conduise à la faillite financière, aux troubles intérieurs, aux dangers à l'extérieur.

Son activité législative est essentiellement centrée sur les problèmes propres aux départements d'Alsace-Lorraine.

Il siège à la commission d'Alsace-Lorraine (en 1924, 1928, 1932) et intervient dans de nombreux débats concernant l'Alsace-Lorraine, qu'il soit l'auteur de propositions de loi ou qu'il en soit le rapporteur, qu'il prenne simplement part à la discussion de projets de loi ou qu'il demande à interpeller le gouvernement. A noter ses interventions en faveur des assurés du régime des retraites d'Alsace-Lorraine (et notamment des ouvriers mineurs), sur la réorganisation du régime administratif des trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Par ailleurs, il s'intéresse aux questions sociales. Il est membre de la commission d'assurance et de prévoyance sociales (en 1919 et 1928) et de la commission du travail (en 1919, 1924, 1928, 1932 et 1936).

Il est l'auteur de propositions de loi portant réglementation de l'apprentissage artisanal (1932) invitant le gouvernement à protéger le commerce et l'artisanat contre les magasins à prix unique (1934).

L'importance primordiale des problèmes financiers en France, comme dans le reste du monde pendant toute cette période, ne le laisse pas indifférent. Il se fait le strict défenseur de l'orthodoxie budgétaire : réalisation d'économies et équilibre budgétaire.

Enfin Michel Walter ne se désintéresse pas des plus graves crises que connaît alors le pays même si ses interventions demeurent discrètes.

En 1934, par exemple, il siégera à la commission d'enquête chargée de rechercher les causes des événements du 6 février 1934 et les responsabilités encourues.

Au moment de l'affaire Stavisky en 1934, il demande à interpeller sur l'activité de la police.

Enfin il prend part aux discussions relatives à la politique étrangère du gouvernement.

Il accorde au maréchal Pétain les pouvoirs constituant le 10 juillet 1940 à Vichy.

WARON (ARMAND, LUCIEN), né le 1^{er} avril 1868 à Dahouët (Côtes-du-Nord).

*Député des Côtes-du-Nord
de 1924 à 1928.*

Waron est né à Dahouët (Côtes-du-Nord) le 1^{er} août 1868 d'une famille de

fonctionnaires des douanes et des ponts et chaussées. Après avoir terminé ses humanités au lycée de Saint-Brieuc, il devient opticien à Saint-Brieuc. Il collabore à divers journaux politiques des Côtes-du-Nord.

Il est juge au tribunal de commerce de Saint-Brieuc de 1908 à 1920. Conseiller municipal en 1909, il devient maire de Saint-Brieuc en 1919.

Il est candidat aux élections législatives du 11 mai 1924 sur la liste d'Union républicaine et nationale, et est élu à la plus forte moyenne avec 47.924 voix sur 110.898 suffrages exprimés. Dans son programme électoral, il met l'accent sur les problèmes de sécurité extérieure et se montre intransigeant à l'égard du problème des « réparations ». Il défend la politique française dans la Ruhr. Il soutient que les finances de l'Etat doivent être équilibrées et que le problème de l'inflation se résoudra tout seul par la croissance.

Il est membre de la commission de la marine marchande et de la marine militaire.

Ses principales interventions (dépôt d'une proposition de loi en 1926) et discussion lors de différents budgets) ont trait à l'amélioration du sort des inscrits maritimes retraités ou invalides et de leurs veuves.

En 1928, il se représente mais il n'obtient que 1.568 voix et est battu par Jean Laurent, maire d'Yvias et ancien avocat, qui obtient 7.475 voix sur 15.273 votants.

WARREN (EDOUARD, FRANÇOIS, PATRICE de), né le 4 avril 1871 à Mont-Saint-Aignan (Seine-Inférieure).

*Député de la Meurthe-et-Moselle
de 1919 à 1932.*

Né à Mont-Saint-Aignan, près de Rouen, d'une vieille famille lorraine, il entre à Saint-Cyr en 1891. Il fait en 1899 un voyage en Allemagne à la suite duquel il rédige un rapport sur la préparation à la guerre agricole, industrielle et financière qui se poursuit outre-Rhin. Ayant quitté l'armée à la suite d'un grave accident de cheval, il crée un domaine en Tunisie, où il devait être l'organisateur de la profession agricole du protectorat sur la base de la collaboration des Français et des Tunisiens. Il est président-fondateur de l'Association agricole de la Tunisie. Il y fut aussi le promoteur d'œuvres de mutualité et de Croix-Rouge aussi bien qu'en France.

Il reprend du service en 1914. Intoxiqué par les gaz, plusieurs fois cité, il est affecté à un état-major. Il reçoit, après la guerre, la mission de reconstituer les associations agricoles dans les régions libérées et crée les premières coopératives de reconstruction. Il fonde ensuite la confédération générale des associations agricoles des régions dévastées et en devient le commissaire général

Candidat aux élections législatives de 1919 dans la Meurthe-et-Moselle, sur la liste d'entente républicaine et d'union nationale dirigée par Albert Lebrun, il est élu en 7^e position, avec 57.481 voix. Il est réélu en 1924, sur la même liste dirigée cette fois par Louis Marin, en 5^e position avec 68.889 voix. De même, en 1928, il l'emporte au premier tour dans la 1^{re} circonscription de Nancy, par 8.940 voix contre 4.408 à Zuber son principal concurrent.

En 1932, il est battu au second tour, dans la 2^e circonscription de Nancy, ne réunissant que 4.425 voix contre 6.623 à Emile Seitz, à qui il laisse son siège. Il ne se représente pas aux élections de 1936.

A la Chambre, membre de diverses commission, inscrit au groupe de l'union républicaine démocratique dont il est le secrétaire général, il est élu vice-président de la commission de l'agriculture et de la commission des régions libérées, vice-président du groupe parlementaire des régions dévastées et du groupe de défense paysanne. Il dépose un nombre important de propositions de loi et de rapports ayant trait notamment au crédit mutuel et à la coopération agricole, au chemin de fer transsaharien, aux habitations à bon marché, aux bourses d'enseignement, aux caisses de retraites ouvrières et à la création d'un grand conseil national de la France d'outre-mer. Par ses rapports et interventions, il fait aboutir la proposition de loi Louis Marin conférant la personnalité civile à l'école forestière de Nancy, la loi sur les avances de l'Etat pour faciliter la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes, la loi sur la reconstitution de la propriété foncière dans les régions dévastées et la loi relative à l'accession à la petite propriété rurale.

Il fut désigné comme représentant de l'agriculture française dans la mission qui accompagna le maréchal Fayolle au Canada et aux Etats-Unis.

Il fut en outre secrétaire général de la fédération républicaine, président de l'union lorraine des syndicats agricoles et administrateur de la Croix-Rouge française.

Membre de l'Académie des sciences d'outre-mer et de l'Académie d'agriculture, il a, entre les deux guerres mondiales, publié de nombreux articles dans *Le Temps* et la *Revue de Paris*.

Il était officier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec 3 citations, officier du mérite agricole et titulaire de nombreux ordres étrangers.

WARUSFEL (ALPHONSE, LOUIS), né le 9 juin 1880 à Estreux (Nord).

Sénateur de l'Oise de 1939 à 1940.

Successivement journaliste puis avocat à Senlis, Warusfel se lança dans la politique assez tardivement. Il fut élu en 1931 conseiller général de l'Oise et

parvint quelques années plus tard à la vice-présidence de l'assemblée départementale.

Cet ancien bâtonnier des avocats de l'Oise fut le dernier sénateur élu de la 11^e République puisqu'il conquist son siège lors d'une élection partielle qui se déroula le 9 juillet 1939, à la suite du décès, le 14 avril précédent, du sénateur Georges Decroze.

Warusfel fut élu dès le premier tour avec 609 voix sur 1.141 votants, battant Auband 358 et Jean-Marie Berthelot 155 voix.

Au Sénat, il appartient à la commission de l'administration générale, départementale et communale et à la commission de législation civile et criminelle qu'il fit bénéficier de sa grande culture juridique.

C'est au nom de cette commission de législation qu'il déposa un rapport, en 1940, sur le projet de loi tendant à abroger dans les territoires d'outre-mer les décrets-lois ayant institué des réductions de 10 % sur les prix des baux et locations et les intérêts de certaines créances hypothécaires et privilégiées.

Le 10 juillet 1940, il vota pour l'article unique du projet de loi constitutionnelle accordant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Ce fut son dernier acte politique.

Il était chevalier de la Légion d'honneur depuis 1933.

WEILL (GEORGES), né le 17 septembre 1882 à Strasbourg (Bas-Rhin).

*Député du Bas-Rhin
de 1924 à 1928 et de 1932 à 1936.*

Georges Weill fait ses études au lycée de Strasbourg, à la Sorbonne et à l'Université de Strasbourg où il obtient le diplôme de docteur ès sciences économiques et politiques. Socialiste, il est élu, en janvier 1912, député de Metz au Reichstag. Au début de la guerre de 1914-1918, sa prétendue disparition est signalée plusieurs fois dans la presse allemande. Il garde le silence pour préserver la vie de sa famille demeurée à Strasbourg. Dès le 5 août 1914, il s'était engagé dans l'armée française et en fait la déclaration le 20 octobre 1914 ; déchu de la nationalité allemande, il est exclu du Reichstag en 1915.

Après les hostilités, en décembre 1919, Georges Weill est conseiller général du Bas-Rhin puis membre du Conseil consultatif d'Alsace et de Lorraine, vice-président de la ligue républicaine.

Il se présente aux élections législatives en 1924, sur la liste socialiste : il est élu en seconde position sur cette liste, obtenant 39.499 voix.

En 1928, il est battu dans la 2^e circonscription de Strasbourg, ne réunissant que 6.013 voix contre 7.140 à Jean Mourer qui est élu. Il se présente de nouveau en

1932, dans la 1^{re} circonscription et il est élu au second tour, par 8.382 voix contre 6.189 à Garcin et 4.838 à Schall.

A la Chambre, inscrit au groupe socialiste, membre de la commission des Affaires étrangères et de la commission d'Alsace-Lorraine dont il devient vice-président, il est l'auteur de nombreuses propositions de loi et rapports ayant trait à l'adaptation à la législation française de l'Alsace-Lorraine. Il intervient dans plusieurs débats de politique étrangère portant sur les rapports entre la France et l'Allemagne.

Il collabore à de nombreux journaux et revues socialistes et économiques et publie des études sur le syndicalisme, la navigation fluviale et la législation municipale.

WEILLER (JEAN, Lazare), né le 20 juillet 1858, à Sélestat (Bas-Rhin), mort le 12 août 1928, à Val-Mont-sur-Territet par Planches-Montreux (Suisse).

Député de la Charente de 1914 à 1919.
Sénateur du Bas-Rhin de 1920 à 1928.

Issu d'une famille fort aisée, Lazare Weiller connut des débuts faciles dans la vie. Il fit ses études successivement au lycée Saint-Louis à Paris puis à l'Université d'Oxford.

Il fut un passionné des sciences physiques qui faisaient alors des progrès rapides, notamment dans ses applications industrielles. Et, parmi ces sciences, sa prédilection alla en premier lieu à l'électricité. Puis il participa à l'introduction, à la diffusion et à la fabrication en France du téléphone, en collaboration avec Lair, de l'Institut, et au développement de l'aviation naissante. Il n'hésita pas à consacrer 500.000 francs de l'époque, une vraie fortune, aux expériences des frères Wright, notamment à celles de Wilbur Wright dont il était l'ami. Il acquit leurs brevets qui furent exploités ultérieurement par la Compagnie de navigation aérienne.

En 1890, il fut le premier à découvrir et à répandre la notion de la transmission de la vision à distance et il se fit remarquer par une communication qu'il fit sur ce sujet à l'Académie des sciences. Il conçut le fil électrique connu sous le nom de bronze silicieux pour la transmission du son. Après l'avoir mis au point, il exploita sa découverte dans ses usines « Les Tréfileries du Havre ».

Il fut aussi le créateur des « taximètres », ces compteurs kilométriques toujours utilisés de nos jours mais employés alors par les cochers de fiacre. Faut-il ajouter qu'il fonda encore la première compagnie de fiacres automobiles à Paris ?

Il fit en 1901 un voyage aux Etats-Unis qui l'impressionna beaucoup. Il fut enthousiasmé par l'essor économique et par la puissance des industries métallurgiques, électriques et mécaniques de ce pays. Il tira de ce voyage la matière d'un

livre qui connut un grand succès *Les grandes idées d'un grand peuple*.

Autre voyage important dans la carrière de Lazare Weiller, la mission dont il fut chargé par le gouvernement français en Suisse en 1914 et qu'il fit en tant que grand industriel. De ce voyage également, il rapporta les éléments d'un rapport du plus haut intérêt sur *La propagande allemande à l'étranger et la pénurie des matières premières en Allemagne*.

Ces deux ouvrages venaient s'ajouter à ses études scientifiques antérieures *Etudes électriques et mécaniques sur les corps solides, Traité général des lignes et transmissions électriques*, et à ses nombreux articles qu'il avait donnés à *La Revue des Deux Mondes* et au *Temps*.

On peut juger de l'intensité de son action quand on énumère ses titres : président de la société des tréfileries du Havre, président de la compagnie universelle de télégraphie sans fil, administrateur de la compagnie des automobiles de place et de diverses sociétés de mines ou d'électricité, membre du Conseil supérieur des colonies, membre de la Société de Physique, membre de la société internationale des électriciens, membre de la société des ingénieurs civils, sans parler des nombreux groupements scientifiques aux travaux desquels il donnait sa participation.

Et pourtant, cette activité professionnelle et scientifique ne lui suffisait pas. La politique le passionnait également. Il fit une première tentative pour entrer à la Chambre des députés en 1888, en pleine crise du boulangisme. Candidat à Angoulême, comme républicain, il recueillit au premier tour 23.993 voix sur 76.770 votants, alors que Gellibert des Séguins en obtenait 31.439 et Déroulède 20.674. Au second tour, c'était Gellibert des Séguins qui était élu avec 37.717 voix, Lazare Weiller n'en recueillant que 27.250 et Déroulède 11.696.

Il tenta de nouveau sa chance, cette fois-ci avec succès, en 1914. Le 26 avril, au premier tour, avec 7.279 voix sur 15.414 votants, il devançait le député sortant qui obtenait 6.321 voix. Au deuxième tour, le 10 mai, Weiller enlevait le siège avec 8.313 voix sur 16.185 votants, contre 7.481 à Mairat.

Weiller se fit à la Chambre l'écho des populations alsaciennes opprimées sous le joug allemand.

On l'entendit aussi dans la discussion du projet de loi relatif à la participation de la France à l'exposition universelle et internationale de San Francisco, de la loi de finances de 1914, de la proposition de loi concernant la répartition de l'utilisation des hommes mobilisés et mobilisables, du projet de loi concernant une convention sur les bénéfices de guerre, des interpellations sur la crise des transports.

Siégeant à gauche, il fut membre de la commission de législation fiscale et de la commission des postes et télégraphes.

Aux élections du 16 novembre 1919, au scrutin de liste, bien qu'étant deuxième de la liste d'union républicaine et clamen-

ciste et recueillant 20.570 voix sur 71.033 suffrages exprimés, il perdit son siège, sa liste ne remportant qu'un siège qui échut à Poitou-Duplessy qui recueillit 20.805 voix. Weiller laissait son siège à un membre de la liste républicaine d'action et de réforme, Jean Hennessy, qui n'obtenait pourtant que 16.222 voix. Tels sont les aînés de l'arithmétique électorale.

Ayant regagné son Alsace familiale libérée, Lazare Weiller ne manqua pas de se présenter aux élections sénatoriales du 11 janvier 1920 dans le Bas-Rhin. Il fut élu au premier tour avec 900 voix sur 1.202 votants, ainsi que le général Taufflieb 931 voix, Escard 924 voix Diebold-Weber 922 et l'abbé Delsor 863 voix. Au scrutin du 9 janvier 1927, il sera réélu au premier tour, en première position, avec 770 voix sur 1.214 votants, devant Eugène Muller 729 voix, Escard 725 voix, Jean de Leusse 675 voix et Diebold-Weber qui sera réélu au deuxième tour.

Au Sénat, Weiller s'inscrit au groupe de la gauche démocratique. Il est membre de la commission des affaires étrangères qui lui confie d'importants rapports. Il dépose, en 1925, une proposition de loi tendant à la capitalisation du revenu des monopoles des tabacs. Il s'intéresse à tous les grands problèmes, aux grandes questions internationales, financières, aux projets concernant les départements alsaciens et lorrains, aux questions de réparations, de dettes.

Il décède le 12 août 1928, à l'âge de 70 ans.

Il était commandeur de la Légion d'honneur.

WEILL-MALLEZ (EMILE), né le 1^{er} janvier 1833 à Valenciennes (Nord), mort le 19 mars 1904 à Marly (Nord).

Député du Nord de 1893 à 1902.

Industriel du textile à Marly, près de Valenciennes, Emile Weill-Mallez était président de la Chambre de commerce de Valenciennes, président de la société d'horticulture, administrateur de la succursale de la Banque de France de cette ville. Capitaine des mobilisés du Nord en 1870, il prend part aux batailles de Bapaume et de Saint-Quentin. Après les hostilités il est conseiller général du Nord et maire de Marly.

Il se présente aux élections législatives en 1893, dans la 1^{re} circonscription de Valenciennes, comme candidat républicain et il est élu au premier tour par 6.334 voix contre 4.931 à Renard, député sortant, rallié. Il est réélu au second tour en 1898, par 6.286 voix contre 5.539 au même adversaire.

À la Chambre, membre de diverses commissions, il présente avec son beau-frère, Hector Sirot-Mallez, deux propositions de loi tendant, l'une, à modifier le tarif des douanes applicable aux chico-rées, l'autre à venir en aide aux victimes

des inondations de 1898 dans l'arrondissement de Valenciennes.

Il ne se représente pas aux élections de 1902 et mourut le 19 mars 1904 à Marly à l'âge de 71 ans.

Emile Weill-Mallez était chevalier de la Légion d'honneur et officier d'académie.

WENDEL (FRANÇOIS, AUGUSTIN, MARIE de), né le 5 mai 1874 à Paris.

Député de Meurthe-et-Moselle de 1914 à 1933.

Sénateur de Meurthe-et-Moselle de 1933 à 1941.

Fils d'une grande famille d'industriels, François de Wendel ne pouvait faire autrement que de passer par l'Ecole supérieure des Mines de Paris dont il est sorti en 1900 avec son diplôme d'ingénieur civil des mines. Collaborant immédiatement avec Henri et Robert de Wendel, il devint lui-même un des plus grands maîtres de forges de son temps et, dès 1903, il était gérant des sociétés métallurgiques « Les petits-fils de François de Wendel et C^{ie} » à Hayange et « de Wendel et C^{ie} » à Jœuf, en Meurthe-et-Moselle, sociétés qu'il dirigea jusqu'à sa mort en collaboration avec ses frères et ses cousins, continuant la tradition familiale puisque les de Wendel exploitaient les usines d'Hayange depuis 1704.

Jusqu'à la fin de ses jours, François de Wendel consacra une grande part de son temps à la défense des intérêts économiques de la région lorraine, berceau de sa famille.

Mais en même temps, il menait une action publique de premier plan : président du comité des forges de France, jusqu'à sa dissolution par le régime de Vichy, pendant plusieurs années, régent de la Banque de France. La politique le tenta aussi et, dès l'âge de 26 ans, en 1900, il était conseiller général du canton de Briey.

Le 26 avril 1914, il brigua pour la première fois un mandat parlementaire, dans la 2^e circonscription de Briey. Il fut élu par 4.420 voix sur 8.154 votants, battant Grandjean qui n'obtenait que 3.591 suffrages.

Il sera constamment réélu désormais. Le 16 novembre 1919, il le sera en septième position sur la liste d'entente républicaine et d'union sociale, avec 57.124 voix sur 87.614 votants et 85.245 suffrages exprimés, en compagnie d'Albert Lebrun, 61.357 voix, Louis Marin 60.449 voix, Mazerand 58.430 voix, Désiré Ferry 58.097 voix, de Warren 57.481 voix et Fringant 57.400 voix.

Le 11 mai 1924, septième de la liste d'union républicaine nationale, il obtiendra 68.226 voix sur 104.318 votants et 102.467 suffrages exprimés, et sera élu en compagnie de Louis Marin 71.508 voix, Mazerand 70.237 voix, Désiré Ferry 70.234 voix, Fringant 69.844 voix, Petitferr 69.215 voix et de Warren 68.226 voix.

Le 22 avril 1928, de nouveau dans la 2^e circonscription de Briey, François de

Wendel est encore réélu avec 5.553 voix sur 8.975 votants, contre 2.410 à son concurrent Claihe. Le 1^{er} mai 1932, il ne sera réélu qu'au second tour, après n'avoir recueilli au premier tour que 4.311 voix sur 9.353 votants, contre 4.255 voix à Serre. Au second tour, sur 9.409 votants, il obtiendra 4.935 voix contre 4.393 à Serre et conservera son siège.

À la Chambre des députés, il appartient à plusieurs commissions, notamment celle des mines, dont il sera vice-président, celle de l'assurance et de la prévoyance sociales, celle des affaires étrangères. Il est inscrit au groupe de l'union républicaine démocratique. En outre, à partir de 1919, il est nommé membre du comité consultatif des mines d'une façon continue.

Il intervient au Palais Bourbon dans de nombreuses discussions, notamment dans celles du projet de loi concernant la vente et la taxation des charbons, de la proposition de loi tendant à organiser la production de guerre, en 1916, du projet de loi sur la taxation des charbons domestiques, du projet de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre, des interpellations relatives au problème du charbon et à la politique minière du gouvernement, en 1917, de l'interpellation sur le consortium des métaux, du projet de loi relatif au Trésor d'une fraction de la valeur des marchandises allemandes importées en France, du projet de loi concernant la création d'un office des mines domaniales de la Sarre, des interpellations sur la journée de huit heures, du projet de loi concernant la taxation sur le chiffre d'affaires, du projet de loi tendant à la réalisation d'économies et à la création de nouvelles ressources fiscales, le contrôle des opérations de change, la création d'une caisse des pensions de guerre, du projet relatif à l'ouverture d'un crédit destiné à faciliter aux agriculteurs l'achat des engrais azotés, du budget de 1926, du projet de loi relatif à la création d'une caisse d'avances aux communes, du projet de loi approuvant l'accord conclu à Washington pour le remboursement des dettes de la France envers les États-Unis d'Amérique, des interpellations sur la politique générale du gouvernement en Alsace-Lorraine, de l'interpellation relative à la suppression du vote plural.

Aux élections sénatoriales du 16 octobre 1932, il tente de se faire élire au Palais du Luxembourg. Il y parvient dès le premier tour avec 656 voix sur 1.142 votants, derrière Louis Michel 887 voix et devant Gaston Fogé 509 voix, qui sera élu au second tour, et Mazerand 478 voix.

Au Sénat, il fait partie de la commission des mines, dont il sera maintes fois le rapporteur, ainsi que de celles des travaux publics, des affaires étrangères, des finances et des armées.

On l'entend dans la discussion de la proposition de loi relative à la retraite des ouvriers mineurs occupés à la reconstitution des régions sinistrées, en qualité de rapporteur du projet de loi relatif au titre d'ingénieur diplômé, de la propo-

sition de loi sur la défense du marché du blé, de la proposition de loi sur la protection de l'épargne, de la proposition de loi sur la législation des sociétés, du projet de loi sur les émissions du Trésor, du projet de loi sur les lois et statuts de la Banque de France, du budget des poudres, comme rapporteur, du budget de l'air et de la justice, des interpellations sur la politique économique et sur le commerce extérieur.

Le 10 juillet 1940, il refuse de se rendre à la séance de l'Assemblée nationale, s'excuse de cette absence et ne prend pas part au vote.

WENDEL (PIERRE, RENÉ, Guy de), né le 22 avril 1878 à Paris (9^e).

Député de la Moselle de 1919 à 1927.

Sénateur de la Moselle de 1927 à 1941.

Guy de Wendel, fils du maître de forges Robert de Wendel, fit des études au lycée Jeanson-de-Sailly et obtint ensuite le diplôme de l'école des hautes études commerciales.

Mobilisé en 1914 dans une formation automobile, il passa sur sa demande dans un régiment de cavalerie. Parti comme sergent, il fut nommé sous-lieutenant en septembre 1915. Un an après, il fut envoyé à l'état-major de la 8^e armée et nommé lieutenant en février 1917. En mars 1917, il demanda à passer dans l'infanterie. On fit droit à son désir et on lui confia le commandement d'une compagnie au 5^e régiment d'infanterie. Le 14 juillet 1917, il devint chevalier de la Légion d'honneur à la suite d'une contre-attaque au Chemin des Dames. Il obtint la Croix de guerre avec palme le 5 août 1917.

Il fut nommé capitaine en mai 1918. Il prit ensuite le commandement d'un bataillon et participa activement en cette qualité aux dernières grandes opérations de la guerre. Le 18 juillet 1918 il combattit dans l'armée Mangin ; en septembre il fut au Chemin des Dames ; en octobre et novembre il participa à la campagne des Flandres. Sa conduite lui valut six citations des plus élogieuses.

En 1919, il devint gérant de la société Les petits-fils de François de Wendel et C^{ie}, à Hayange. Il fut administrateur de la société anonyme des charbonnages de Beeringen et des mines d'Orange-Nassau.

Membre du conseil général de la Moselle dès 1922, il fut président de cette assemblée de 1924 à 1936. Il s'occupa du développement d'œuvres sociales diverses en faveur des ouvriers et employés, de l'éducation physique, des sports et de la préparation militaire en Moselle.

Il fut élu député de la Moselle le 16 novembre 1919 sur la liste d'union républicaine lorraine démocratique, en huitième position, par 61.141 voix sur 96.896 votants.

Réélu le 11 mai 1924, sur la même liste et en huitième position, il obtint 56 423 voix sur 114 880 votants.

Inscrit au groupe de l'union républicaine démocratique, il fit partie de plusieurs commissions et notamment de celles de l'assurance et de la prévoyance sociales ; de l'armée ; des mines et de la force motrice ; d'Alsace-Lorraine.

Il déposa des rapports et fut l'auteur d'une proposition de résolution concernant les contribuables du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle et de propositions de loi se rapportant principalement à la canalisation de la Moselle entre Metz et l'aval de Thionville et à la mise à la disposition des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de casernes et bâtiments de l'Etat inutilisés, en vue de pourvoir au casernement de la gendarmerie.

Il prit part à la discussion d'une interpellation relative à l'importation des produits fabriqués et à la crise du chômage et intervint surtout lors des discussions budgétaires au sujet de questions intéressant l'Alsace et la Lorraine.

Elu sénateur de la Moselle le 9 janvier 1927, au premier tour, par 1 178 voix sur 1 408 votants, Guy de Wendel donna sa démission de député le 25 janvier 1927.

Il fut réélu le 16 octobre 1932 au premier tour et en cinquième position, par 797 voix sur 1 457 votants.

Il participa aux travaux de plusieurs commissions et notamment de celles de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, de l'armée, des finances, des colonies, des mines.

Il déposa des rapports et de nombreux amendements, ainsi qu'une proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission interministérielle chargée de procéder à l'étude du problème du charbon et de proposer les mesures à appliquer, provisoirement, jusqu'au retour des conditions normales d'exploitation et de vente.

Il intervint dans la discussion du projet de loi sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre et dans la discussion du projet de loi sur le service des poudres.

Il prit part aux discussions budgétaires au sujet des crédits intéressant principalement la voirie routière, le service des poudres, la solde de l'infanterie, la suppression de sous-préfecture.

En 1939, il reprit du service dans l'armée du général Giraud.

Le 10 juillet 1940, à Vichy, il vota pour les pouvoirs constituants demandés par le maréchal Pétain.

Il était officier de la Légion d'honneur et avait obtenu la Croix de guerre avec palme 1914-1918.

Ses décorations étrangères comprenaient la Military Cross et la Croix de guerre belge. Il était commandeur de la Couronne d'Italie, commandeur de l'Ordre national du Phénix (Grèce), commandeur de l'Ordre grand ducal de la Couronne de Chêne (Luxembourg) et grand officier de l'Ordre du Nil.

WERQUIN (ACHILLE, HIPPOLYTE, ALFRED), né le 3 juin 1834 à Roubaix (Nord), mort le 19 septembre 1891 à Lille (Nord).

Député du Nord de 1889 à 1891.

C'est à l'âge de 55 ans que cet avocat de Lille fut élu pour la première fois aux élections générales de 1889, dans la 1^{re} circonscription de cette ville, sous l'étiquette de républicain-radical. Il obtint au scrutin de ballottage 6 890 voix sur 15 870 inscrits et 11 439 votants contre 4 376 à Kœchlin, son principal adversaire.

A la Chambre, il fit partie de plusieurs commissions : commission des pétitions, commission chargée de l'examen de la proposition de loi portant aggravation de la peine des travaux forcés à perpétuité au cas où elle est substituée à la peine forcée, commission chargée de l'examen de la proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles relatifs à la vente et au partage des biens des mineurs, commission chargée de l'examen du projet de loi relatif à un nouveau bail d'exploitation et d'entretien du canal des Alpines, commission chargée de la proposition de loi sur les diplômes délivrés par le ministère de l'instruction publique. Il intervint sur diverses questions, notamment sur le conflit financier existant entre le préfet du Nord et la ville de Lille, la situation des facteurs ruraux, le problème des justices de paix.

Il mourut le 19 septembre 1891 à Lille, dans sa cinquante-septième année.

WETTEPLÉ (EMILE), né le 2 avril 1861 à Colmar (Haut-Rhin), mort le 24 juillet 1931 à Ouchy (Suisse).

Député du Haut-Rhin de 1919 à 1924

Emile Wetterlé fit ses études secondaires au collège libre de Colmar et à La Chapelle-sous-Rougemont. Puis il étudia la philosophie à Paris et à Strasbourg ainsi que la théologie au couvent des dominicains de Salamanque de 1880 à 1883 et à l'université d'Innsbruck, dans le Tyrol autrichien. Ordonné prêtre en 1885, il fut précepteur en France de 1885 à 1889, puis en Italie. Nommé vicaire à Mulhouse en 1889, il prit la tête des associations ouvrières catholiques. A partir de 1893, il se consacra uniquement à la politique et au journalisme. Il revendiqua pour l'Alsace-Lorraine l'extension des libertés politiques et le maintien des traditions et de la langue française. Il dirigea le *Journal de Colmar*, puis le *Nouvelliste d'Alsace-Lorraine*. Il fonda le *Colmarer Zeitung* et l'*Elsässischer Kurrier*. Il dirigea un nouveau parti national catholique.

Conseiller général de la Haute-Alsace en 1897, il fut élu député au Reichstag en 1898 et à la délégation d'Alsace-Lorraine en 1900. Cette même année, il fut emprisonné quelques mois. Le 10 avril 1915, il fut exclu de la fraction du centre de la 2^e chambre du Landtag puis exclu

du Reichstag. Il fonda le parti national avec Jacques Preiss, Daniel Blumenthal et P.A. Helmer.

Candidat aux élections générales législatives de 1919, il fut élu sur la liste d'union nationale; sur 116.956 inscrits, 98.322 votants, 18.634 abstentions et 96.952 suffrages exprimés, il obtint 59.391 voix alors que la majorité absolue était de 48.477.

A la Chambre, il fit partie de diverses commissions, celles des affaires étrangères, de l'Algérie, des colonies et des protectorats. Il s'intéressa essentiellement aux problèmes de l'Alsace et de la Lorraine.

L'abbé Wetterlé ne se représenta pas aux élections de 1924 et il devint le 31 mai conseiller canoniste de l'ambassade de France au Vatican.

Emile Wetterlé publia de nombreux ouvrages : *La prière catholique en Alsace-Lorraine* (1894); *Parti catholique et coteries* (1898); *Vérités et paradoxes* (1900); *Propos de guerre* (recueil d'articles, 1915); *Ce qu'était l'Alsace-Lorraine et ce qu'elle sera* (1915); *L'Allemagne qu'on voyait et celle qu'on ne voyait pas*.

Il mourut le 24 juillet 1940 à Ouchy (Suisse) à l'âge de soixante-dix ans.



WEYDMANN (JOSEPH, EUGÈNE), né le 10 juillet 1871 à Strasbourg (Bas-Rhin).

Député du Bas-Rhin de 1928 à 1932.

Joseph Weydmann était secrétaire général de l'Assistance publique du Bas-Rhin quand il se présenta aux élections générales de 1928 dans la circonscription de Wissembourg. Il fut élu au second tour de scrutin : sur 15.791 inscrits, 12.523 votants et 3.268 abstentions, il recueillit 7.041 suffrages contre 3.020 à Arnholt, son adversaire malheureux; au premier tour de scrutin, il avait obtenu 5.853 voix sur 15.791 inscrits, 12.883 votants, Arnholt ayant eu 2.348 suffrages.

A la Chambre des députés, Joseph Weydmann fut membre du groupe de l'union républicaine démocratique. Il fit partie de la commission d'assurance et de prévoyance sociales, de la commission des douanes et des conventions commerciales, de la commission d'Alsace-Lorraine.

Au cours de cette législature, il s'intéressa essentiellement aux questions sociales : l'application dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, de l'assistance médicale gratuite, du problème du prix de la journée dans les établissements hospitaliers. Il se montra favorable au bilinguisme dans les régions frontalières; ce qui ne devait pas conduire à leur autonomie; aussi, s'opposa-t-il toujours très vivement à l'autonomisme de l'Alsace.

Aux élections de 1932, Joseph Weydmann se présenta mais il ne fut pas élu, n'ayant obtenu sur 16.151 inscrits et 11.957 votants, que 2.919 voix contre

4.397 à son adversaire Elsaesser qui le remplaça à la Chambre des députés.

WEYGAND (MAXIME), né le 21 janvier 1867 à Bruxelles (Belgique).

Ministre de la Défense nationale du 16 juin au 12 juillet 1940.

D'après son acte de naissance, Weygand est né à Bruxelles de parents inconnus du déclarant.

Il convient d'entrée, et pour n'y plus faire mention, d'évoquer la légende qui entoure une naissance ayant échappé à la loi commune.

Parmi les hypothèses avancées au sujet de ce mystère, beaucoup gravitent autour de la cour de Bruxelles. En 1927 lorsque mourut l'impératrice Charlotte du Mexique, folle depuis près de soixante ans, des lettres furent adressées au général : « Votre mère vient de mourir... ».

Dans un ultime témoignage adressé à ses enfants Weygand écrit : « Jusqu'à l'âge de six ans j'ai été élevé à Marseille par une Mme Saget et croyais m'appeler Maxime Saget. A six ans au moment d'être mis en internat je fis connaissance de mon tuteur David Cohen et de sa femme née Thérèse Denimal. On m'a dit alors que je me nommais Maxime de Nimal, nom que j'ai porté jusqu'à ma sortie de Saumur en 1888. J'ai été élève dans une petite pension d'Asnières, puis des lycées de Vanves, Louis-le-Grand, Henri-IV. Je suis entré à Saint-Cyr comme élève à titre étranger, promotion d'Annam. C'est après ma sortie de Saumur que j'ai été reconnu par un employé de mon tuteur : François Weygand. C'est sous ce nom devenu légalement le mien et avec la nationalité française que j'ai pris rang dans l'armée française le 18 octobre 1888 au 4^e de dragons à Chambéry ».

Après un court passage à Saint-Etienne dans un régiment de dragons en formation, Weygand trouve une permutation heureuse qui l'envoie au 9^e dragon à Lunéville sous les ordres du colonel de Forsanz dont il devait épouser la fille le 13 novembre 1900.

La vie militaire intense de Lunéville, expliquée par la proximité de la frontière allemande et par le fait qu'une division de cavalerie presque complète y tenait garnison sous les ordres du général L'Hôte dont le père avait sabré les Autrichiens à Iéna, avait donné à ses chefs maintes occasions d'apprécier la personnalité de Maxime Weygand.

Il sortit numéro un du cours de perfectionnement de Saumur.

« Excellent officier, remarquablement doué sous tous les rapports... Aimant beaucoup sa carrière, montant particulièrement bien à cheval... officier de choix et d'avenir... »

D'ailleurs en 1902 il était réclamé par l'école de Saumur comme capitaine-instructeur du cadre bleu (exercices militaires). Il devait y revenir comme instructeur en chef de 1910 à 1912

S'il avait rêvé de devenir un jour le général commandant cette école tant aimée, le destin avait autrement décidé et le premier fil fut noué lors de sa présentation au général Joffre venu inspecter l'école en 1911. A la même époque il rencontrait le colonel Pétain et le commandant Gamelin.

En juin 1907, Weygand est promu chef d'escadron, en mars 1912 il est lieutenant-colonel. Fin 1912, il est désigné pour suivre le « cours des maréchaux » et la divinité tutélaire qui s'intéressait à lui ne pouvait être que le laconique général Joffre.

Partie du XX^e Corps, le 5^e hussards auquel appartenait le lieutenant-colonel part au début du mois d'août 1914 vers la frontière. Il n'avait pas beaucoup de chemin à faire pour atteindre la position de couverture et, dès le début de l'engagement, les régiments de Nancy brisaient l'état de la VI^e armée allemande.

Le 28 août une estafette apporte à Weygand l'ordre de partir pour Vitry-le-François rejoindre le général Foch commandant du corps d'armée de Nancy. Le général l'avait remarqué lors des travaux effectués au cours des hautes études militaires; il le prit d'emblée comme chef d'état-major.

Le 4 septembre le détachement d'armée de Foch devenait la IX^e armée. Voici chef d'état-major d'une armée celui qui n'ambitionnait que de faire la guerre à la tête d'un régiment de cavalerie.

Weygand savait alors bien peu de choses du chef auquel le destin venait de l'attacher. Rien, que la mort du maréchal, ne devait plus les séparer.

Dans la nuit du 4 au 5 septembre Joffre donne l'ordre à toutes les armées françaises d'arrêter la retraite et de se préparer à la contre-attaque. La réputation déjà considérable de Foch s'affirmait et le 4 octobre il est nommé adjoint au commandant en chef avec la mission de rétablir la situation entre l'Oise et la mer du Nord. Il n'emmenait avec lui que quelques officiers de son choix dont Fardien, le futur président du Conseil, et Weygand. Si, dans les semaines qui suivirent la victoire de la Marne, une partie de l'armée française n'avait eu d'autre alternative que de s'enterrer dans les tranchées, les unités placées sous les ordres de Foch connurent une grande activité jusqu'à la fin de l'année 1914 : course à la mer, bataille furieuse tout le long de l'Yser que les Allemands voulaient forcer à tout prix, tourbillon des combats autour d'Ypres.

C'est pendant cette mêlée des Flandres que Foch tint dans sa main le sort de la coalition. Il réussit à souder Français, Anglais et Belges en un corps de bataille unique. Le colonel Weygand voit alors les plus hauts personnages de l'alliance discuter devant lui des problèmes de la conduite de la guerre.

L'année 1914 avait été celle du sursaut national et de l'union sacrée. Les années 15 et 16 allaient être marquées à la fois par un raidissement devant le long effort qui se révélait nécessaire et par une

désillusion consécutive à son apparente inefficacité.

Au début de 1916 la situation évolue en faveur des Austro-allemands qui manœuvrent en position centrale, mais qui commettent à leur tour l'erreur de croire la percée possible et lancent sur Verdun l'attaque la plus puissante que l'on ait vue jusqu'alors.

L'offensive franco-anglaise prévue pour le printemps 1916 se trouve retardée et amoindrie par la furie des ennemis contre Verdun qui détournait de nombreuses unités nécessaires à la maintenir. Enfin, le 1^{er} juillet, Français et Anglais s'élancent, mais la bataille engagée avec des moyens limités s'enlise dans une alternance de déceptions et de sursauts. La pluie ensuite transforme le champ de bataille en bourbier. Toutefois le résultat principal était atteint, l'offensive avait contribué à sauver le haut lieu de Verdun.

A mesure que s'affirmait l'importance des missions confiées au général Foch, les visiteurs de qualité se multipliaient à son quartier général. C'est dans ce climat que s'est soudée entre le général et son chef d'état-major tant dans les responsabilités lourdes et les soucis de la préparation des opérations que dans les colloques parfois délicats sur le plan de la diplomatie, une compréhension confiante, une entente, une symbiose qui sera dès lors considérée comme un modèle du genre.

La campagne 1916 s'était achevée sur des déboires et la décision que Joffre espérait n'était pas en vue. On lui donna alors un successeur dans la personne du général Nivelle qui se faisait fort d'obtenir à bref délai le succès final.

Le 15 décembre un télégramme officiel mettait le général Foch « à la disposition du ministre ». Pourtant Nivelle décida de le conserver dans la zone des armées avec un état-major restreint et de lui confier certaines missions particulières. Aussi Weygand se retrouva-t-il en janvier 1917 à Senlis auprès de Foch. Tout de suite après c'est au commandement du groupe d'armées de l'Est qu'ils se suivent.

Un nouveau remaniement du commandement fut provoqué par le lourd échec de la folle offensive Nivelle d'avril 1917. Le 15 mai le général Pétain était placé à la tête de l'armée française. Foch en devenait le chef d'état-major général et ne mettait pas en doute que Weygand dût le suivre, on ne savait en quel emploi !

Au seuil de l'été les gouvernements alliés avaient peu de possibilité de manœuvre, leurs forces étaient épuisées et les forces américaines qu'il fallait organiser et instruire en tout n'étaient pas encore prêtes. En face l'équipe Hindenburg-Ludendorff, dégagée par la défaillance des Russes, raccourcissait et renforçait le front occidental.

Mais Georges Clemenceau prenait la présidence du Conseil et la barre au moment où sur le front la disparité des effectifs en présence allait atteindre son paroxysme. Clemenceau désigne immé-

diatement Weygand comme représentant militaire permanent auprès du Conseil suprême de guerre et attribuée une troisième étoile au général pour compenser la jeunesse du représentant français.

Malgré tout et malgré les protestations de bonne volonté, Foch ne peut réaliser la mission à lui confiée de constituer une réserve organique interalliée. Il démissionne et sept jours plus tard les Allemands lancent au point de jonction de Pétaïn et de Haig une attaque grand style.

Dans le péril on charge Foch de coordonner les armées alliées sur le front occidental.

C'est seulement le 16 avril 1918 qu'on le nomma général en chef des armées alliées en France. Son principal collaborateur allait porter le titre de major général des armées alliées.

La bataille ne se déroulait pas sans de dramatiques péripéties. A la fin de mai l'ennemi lance une attaque dans le Tardenois. Paris une fois encore est menacé et sera sauvé par l'énergie de Foch au front, celle de Clemenceau à l'arrière. Malheureusement le Tigre est impulsif et changeant et ne donnera plus désormais le même appui. De même la belle entente des chefs alliés pour le commandement unique s'émousse ou chacun le réclame pour soi : Haig puis Pershing !

L'offensive franco-anglaise fut déclenchée le 8 août en Picardie. Pour Ludendorff, cette date « fut un jour de deuil » pour l'armée allemande. Au lieu de chercher la percée, Foch allait répéter ses attaques en des points différents à telle cadence que l'ennemi ne pourrait faire face.

Le 6 août, Foch est élevé à la dignité de maréchal de France.

Maintenant que la victoire était en route, le rythme se précipitait tandis que la bataille s'élargissait sans cesse et c'est enfin l'armistice, Rethondes où est le général Weygand.

Et puis la paix fut une nouvelle épreuve : exigences déjà retrouvées des vaincus ; la fin de l'harmonie qui avait régné entre les chefs des gouvernements alliés lors des grandes heures : le Conseil suprême tournait à la cacophonie.

Les prévisions les plus pessimistes du chef vainqueur se sont avérées exactes. Il n'aura pas fallu deux ans après la fin des combats pour que la France se retrouve seule devant son ennemie traditionnelle.

Bien que le commandement en chef des armées alliées eût disparu avec la guerre, le maréchal demeurait investi de fonctions importantes et son chef d'état-major continuait à être mêlé à tous les problèmes militaires et diplomatiques.

Formée des territoires que la Russie, l'Autriche et la Prusse s'étaient partagés à la fin du XVIII^e siècle, la Pologne avait le triste privilège de réunir contre elle l'unanimité de ses trois puissants voisins. Aussi les Alliés qui l'avaient fait renaître de ses cendres ne pouvaient et ne voulaient la soutenir par les armes

et l'incitaient à une politique de prudence et de conciliation.

Ces recommandations furent observées tant qu'Ignace Paderewski fut à Varsovie à la tête d'un gouvernement de coalition. Il n'en fut pas de même avec Josef Pilsudski son successeur. Le premier objet de celui-ci fut de reprendre les provinces d'Ukraine et de Russie blanche autrefois d'obédience polonaise, mais que le Traité de Versailles avait laissées dans celle de Moscou.

Triomphe sans lendemain. Réplique russe sous la direction de Kamenev commissaire du peuple, 200.000 hommes commandés par Toukhatchewski et Boudienny rejettent les Polonais, les poursuivent : la capitale est menacée.

On comprend l'inquiétude des plénipotentiaires alliés. Le 21 juillet 1920, Angleterre et France envoient leurs représentants à Varsovie : lord d'Abernon et le général Radcliffe, l'ambassadeur Jussierand et le général Weygand. Seul d'entre eux, Weygand ne pensait qu'aux moyens d'arrêter l'armée rouge avant qu'elle n'occupe Varsovie.

La plus grande confusion régnait dans la capitale, le monde politique était partagé en clans, l'armée amalgamée d'éléments de valeur inégale était désarticulée par sa longue retraite et l'absence de ses meilleurs généraux Haller et Sikorski tenus à l'écart.

Pilsudski était patriote et intelligent mais orgueilleux et rancunier. On offre bien vite à Weygand des charges et des responsabilités et celui-ci se met au travail.

Grâce à sa science militaire, sa volonté d'organisation et l'aide d'une mission de 200 officiers français commandée par le général Henrys et parmi laquelle se trouve le capitaine de Gaulle, mission qui lui fournissait d'excellents agents de liaison et de renseignements et des instructeurs qualifiés, il remet la situation en ordre et prévoit une défense devant Varsovie d'où devait partir la contre-attaque à condition que les point d'appui nord et sud tiennent bon.

Haller et Sikorski sont rappelés à des commandements.

Le 14 août l'armée rouge attaque, le 15 la bataille évolue favorablement. Le 18 la victoire était acquise. Avant la fin du mois le territoire national était libéré et la contre-attaque avait fait cinquante mille prisonniers.

Ce fut le triomphe pour Weygand : brevet de citoyen d'honneur, sabre ayant appartenu au roi Batori, le vainqueur d'Ivan le Terrible. En France, la plaque de grand officier de la Légion d'honneur et la quatrième étoile. Mais sa meilleure récompense est un écrit de Foch : « Il a donné sa mesure que sa modestie et son dévouement voilaient jusqu'à présent. Il a montré qu'il avait tous les moyens de conduire de grandes armées à la victoire. »

Pendant les années qui suivent le retour de Pologne, Weygand allait auprès du maréchal Foch tenter de tirer le meilleur parti du médiocre système de

garanties sur lequel reposait la paix en Europe. Weygand devint ainsi l'un des experts les plus autorisés pour les nombreux problèmes qui préoccupaient alors les gouvernements alliés. Pour deux d'entre eux en particulier : le désarmement de l'Allemagne et l'équilibre du Proche-Orient.

Des incidents graves éclataient un peu partout. Bientôt la totalité du bassin industriel de la Ruhr dut être placé sous le contrôle des Alliés. Poincaré décida de confier à Weygand le haut-commissariat français dans la Ruhr. Mais Weygand le convainquit de concentrer tous les pouvoirs entre les mains du général Degoutte déjà commandant de l'armée du Rhin, pour faire l'économie d'un organisme supplémentaire. Poincaré y consentit.

La victoire remportée en 1918 sur la Turquie avait permis de rendre leur autonomie à des pays que Constantinople tenait sous le joug depuis des siècles. Ainsi, la France avait-elle reçu de la Société des Nations la mission de mener à bien l'évolution de la Syrie et du Liban, auxquels la rattachaient tant de souvenirs historiques et d'échanges culturels.

En août 1923, le général Gouraud qui assumait au Levant toutes les fonctions civiles et militaires demandait à être au plus tôt déchargé de son commandement. Maxime Weygand, sollicité par Poincaré, acceptait de le remplacer.

L'activité du haut-commissaire et commandant en chef qu'il était vite devenu s'exerçait sur trois domaines : militaire, diplomatique et administratif ; des trois volets, c'est le troisième qui devait lui donner les satisfactions les plus inattendues, car c'est surtout comme administrateur de grande qualité que la Syrie et le Liban ont conservé son souvenir.

On prêtait par la suite ce mot à Painlevé : « Weygand a été le chef d'état-major de Foch, il a battu les Russes à Varsovie, il a réussi en Syrie, s'il en était de même au Maroc, il pourrait devenir un danger pour la République. »

Aussi Lyautey qui le souhaitait comme successeur ne vit point son espoir réalisé non plus que satisfait sa demande de renforts pour mater l'insurrection du Rif. On sait que ces renforts furent accordés au maréchal Pétain, qui ne résista pas à aller au Maroc moissonner un supplément de gloire.

En 1925, Weygand est désigné pour diriger le centre des hautes études militaires où Joffre l'avait envoyé comme élève en 1913.

Le 21 mars 1929, Ferdinand Foch meurt. C'est pour Weygand le premier grand chagrin de sa vie d'homme. Quelques jours avant d'entrer en agonie, le maréchal avait murmuré : « Si un jour la France est en péril, appelez Weygand ».

En décembre 1929 Weygand, sur la proposition du maréchal Pétain et malgré les réticences du gouvernement, est nommé, dès que Tardieu succède (avec Maginot pour ministre de la Guerre) à Painlevé, chef d'état-major général. Les réactions furent vives. Aussi fut-il décidé

que le général ne serait pas en même temps vice-président du Conseil supérieur de la guerre. Il pourrait être l'un, puis l'autre ; pas les deux à la fois !

Au printemps de 1932, l'horizon se chargea de menaces. Américains et Anglais, au lieu de s'opposer au réarmement allemand, voulaient contraindre les autres puissances à désarmer. L'année 1933 amena un nouveau ministre de la Guerre, Daladier, et un nouveau problème, celui des effectifs. En dépit du climat changeant et défavorable, l'activité de Maxime Weygand demeurait centrée sur la modernisation de l'armée.

La longue carrière de Maxime Weygand touchait à sa fin : le 21 janvier 1935, il aurait soixante-huit ans et abandonnerait son commandement. C'est le général Gamelin qui fut appelé à sa succession, mais réunissant, lui, sur sa tête, la double fonction.

Weygand était élu à l'Académie française en mai 1932. A la même époque, il fut nommé administrateur de la compagnie de Suez, fonction dont il se démit spontanément quand Daladier l'envoya au Proche-Orient pour y coordonner l'action éventuelle des alliés et des Balkaniques. C'était un beau rêve que de mettre sur pied plus de cent divisions, qui pourraient alors être lancées sur les arrières de l'Axe, vers ce que Churchill appelait le « ventre mou de l'Europe ».

Et puis c'est l'attaque allemande qui déferle sur notre fragile coalition. C'est le rappel de Weygand par Paul Reynaud, alors chef du gouvernement.

La déplorable organisation du commandement s'impose à lui dans la mesure où il ne peut être question de procéder à sa refonte en pleine bataille.

Bientôt s'ouvre l'heure du repli. Le 10 juin il part pour Briare, première étape d'une errance qui va conduire le G.Q.G. à Vichy, puis à la Bourboule, Ussel et enfin Montauban.

Deux jours plus tard, au château de Cangé, près de Tours, dans un silence consterné, il rend compte au gouvernement que l'état de nos armées conduit à un armistice inéluctable. Il a reconnu plus tard que ce jour-là il avait touché le fond de la douleur humaine et que dès lors rien ne devait plus marquer pour lui.

Le 17 juin 1940, Weygand s'installe à Vichy avec le ministère de la Défense nationale, dont il est titulaire. Son acceptation avait été pénible. Appelé tardivement pour une tâche impossible, il éprouvait une grande lassitude morale. D'ailleurs, la responsabilité impossible ne devait pas durer un mois.

WICKERSHEIMER (CHARLES, EMILE), né le 22 février 1849 à Strasbourg (Bas-Rhin), mort le 18 novembre 1915 au Vésinet (Seine-et-Oise).

Député de l'Aude de 1885 à 1889

Député de l'Ariège en 1893.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COGNAT, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 561.)

Aux élections de 1889, Emile Wickersheimer se représente dans la 2^e circonscription de Carcassonne, mais avec 5.884 voix sur 12.648 votants, il doit s'incliner devant Théron, 6.659 voix.

Le 11 février 1893, le décès de Lasbeysse, député de l'Ariège, donne lieu à une élection partielle du 30 avril suivant dans la circonscription de Pamiers. Wickersheimer se présente et il est élu brillamment par 10.332 suffrages sur 17.174 votants contre 6.819 à Julien Dumas au second tour après avoir obtenu 6.999 sur 15.513 votants au premier.

Il eut tout juste le temps d'intervenir à la Chambre sur le budget de 1894 et au renouvellement général du 10 août suivant, Dumas l'emporte, de peu il est vrai, au second tour, avec 8.858 voix sur 17.815 votants, contre 8.714 à Wickersheimer, soit 144 voix de mieux seulement ; au premier tour Wickersheimer était en tête avec 6.304 voix sur 17.052 suffrages.

Il abandonne désormais la compétition électorale.

Inspecteur général des mines honoraire, Wickersheimer, ancien combattant de 1870, reprend du service en 1914 comme lieutenant-colonel d'artillerie. Il est attaché à l'inspection de la fabrication des munitions, mais il meurt le 18 novembre 1915 au Vésinet à l'âge de 66 ans.

Il était officier de la Légion d'honneur.

WIEDEMANN-GOIRAN (ADOLPHE, *Fernand*, Victor), né le 26 juillet 1889 à Nice (Alpes-Maritimes).

Député de la Seine de 1936 à 1942.

Ingénieur des Arts et manufactures et docteur en droit, industriel et commerçant, il se présente aux élections législatives de 1936 dans la 1^{re} circonscription du V^e arrondissement de Paris. Il est élu au second tour, avec l'étiquette indépendant d'union républicaine et nationale par 3.835 voix contre 3.359 à Duval.

Membre de la commission de l'aéronautique, il prend une part active aux discussions concernant les problèmes de l'équipement militaire aérien de la nation ; il demande à interpellier le gouvernement sur la politique de l'air qu'il entend adopter et les mesures qu'il se propose de prendre pour donner à la France l'armée de l'air qu'exigent les nécessités de la sécurité nationale. Il intervient dans plusieurs discussions financières et divers débats de politique étrangère.

Il est officier de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de guerre 1914-1918 avec sept citations.

WIGNACOURT (MARIE, *Adrien*, Ghislain, Balthazar, comte de), né le 23 octobre 1845 à Saint-Marceau (Ardennes), mort le 21 octobre 1915 à Ixelles (Belgique).

Député des Ardennes de 1893 à 1898.

Entré à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, Adrien de Wignacourt en sortit en octobre 1867 et fut nommé sous-lieutenant au 3^e régiment de hussards. Peu avant la guerre de 1870, il quitta l'armée mais, au lendemain du désastre de Sedan, il rentra avec son grade dans son ancien régiment. C'est au 6^e régiment de cavalerie de marche qu'il fit toute la campagne de l'armée de la Loire, prit part à la bataille de Palay et à tous les combats livrés entre Orléans et Le Mans. Après la Commune, il quitta le service actif et, à partir de cette époque, il fit partie des cadres de l'armée territoriale.

Il entra pour la première fois dans la vie publique en 1880, date à laquelle il fut élu conseiller général du canton de Flize (Ardennes) où il habitait, une partie de l'année, le château de Guignicourt-sur-Vence.

En 1889, il se présenta à la députation dans la circonscription de Mézières avec une profession de foi républicaine : « libéral et indépendant, il n'avait jamais eu, disait-il, d'attaches quelconques avec un parti légitimiste, orléaniste ou bonapartiste ». Il obtint 8.724 voix contre 10.864 à Corneau.

En 1893, il se présenta de nouveau dans la 1^{re} circonscription comme candidat républicain et non pas rallié, dit-il, car il n'avait jamais fait une opposition quelconque au gouvernement de la République. Il fut élu au scrutin de ballottage obtenant 7.782 voix sur 24.865 inscrits, 20.163 votants, son principal concurrent, J.-B. Clément, ne recueillant que 6.479 suffrages.

A la Chambre, il fit partie de plusieurs commissions : initiative parlementaire, intérêt local, commission chargée de l'examen de la proposition de loi ayant pour but de donner à la femme majeure et jouissant de ses droits civils le droit d'être témoin dans les actes d'état civil, commission chargée de l'examen de la proposition de loi relative à l'amnistie en faveur des soldats des armées de terre et de mer pour faits d'insoumission, de désertion, de rébellion et d'indiscipline. Il présenta deux rapports, l'un sur la proposition de Guillemet relative au vote obligatoire — que lui-même préconisait — l'autre sur l'interdiction du cumul de traitements des sénateurs avec l'indemnité législative.

S'étant représenté aux élections générales de 1898, il ne fut pas réélu, laissant son siège de député à Albert Poulain.

Il mourut le 21 octobre 1915 en Belgique, à Ixelles ; il avait 70 ans.

WILLIAM-BERTRAND (Charente-Inférieure) — Voy. **BERTRAND**.

WILLM (Philippe, Albert), né le 24 novembre 1868 à Brest (Finistère).

Député de la Seine de 1906 à 1914

Albert Willm est né à Brest où son père, Charles Willm, ouvrier instruit et intelligent, né à Barr (Bas-Rhin) en 1836, était venu après la guerre de 1870, optant pour la France en 1872.

Albert Willm fait de bonnes études au lycée de Brest, puis aux facultés de droit de Rennes et de Paris. Il constitue à Brest le premier groupe d'études sociales et y organise les premières réunions de propagande ; il collabore au *Petit breton*, au *Petit brestois*, au *Travailleur du Finistère*.

Il s'inscrit au barreau de Paris, et adhère au parti socialiste révolutionnaire en 1896. Il collabore au *Petit bleu*, au *Petit son*, au *Soir*, à l'*Action*, au *Socialiste*, à l'*Humanité*. Il plaide de nombreuses affaires de presse et de non moins nombreux procès politiques. Il sera membre du premier conseil judiciaire de la Bourse du travail de Paris, vice-président de l'association professionnelle des socialistes parisiens, membre du conseil d'administration de l'association de la presse judiciaire et adhérent au syndicat de la presse socialiste.

Avocat à la Cour d'Appel de Paris, il se présente aux élections législatives le 6 mai 1906 dans la 4^e circonscription de Saint-Denis dont le député sortant, Firmin Faure, antisémite notoire, avait espéré se faire élire en Dordogne ; il aura pour principal adversaire Gaston Méry (auteur d'un livre virulent contre le Président Loubet) ; au premier tour, Albert Willm obtint 6.626 voix contre 3.933 à Gaston Méry et plus de 2 000 à chacun des candidats suivants ; et il l'emporte au second tour par 9.654 suffrages contre 7 380 à Méry.

Inscrit au groupe socialiste à la Chambre des députés, Albert Willm est un parlementaire très actif. Il rédige de nombreux rapports (libre vente des timbres-poste, correspondance téléphonique entre la France et l'Allemagne, entre la France et l'Espagne, etc.). Son grand talent lui permet de prendre la parole dans les débats les plus divers : il interviendra en 1906 et 1908 sur l'amnistie, s'intéressera au projet de loi relatif aux réunions publiques (janvier 1907), dénoncera les opérations financières et les manœuvres de bourse (février 1907), demandera la « création d'une commission d'enquête dans le but de faire cesser les atrocités qui se perpétuent en Algérie... » (mars 1907) ; dans un courageux discours à la tribune, le 15 mai 1907, il prendra la défense des fonctionnaires syndicalistes coupables d'avoir stigmatisé la politique du gouvernement Clemenceau ; il défendra les grévistes des P.T.T. (23 mars 1909) et soutiendra les revendications des cheminots (séance du 5 avril 1910) ; il participera au débat sur la peine de mort, se prononçant fermement en faveur de l'abolition (séance du 7 juillet 1907) ; enfin, avec son éloquence coutumière, il interviendra le 16 mars 1910 au cours de

l'interpellation relative aux opérations des liquidateurs de congrégations, faisant le procès de « tous les auxiliaires de justice, qui ne sont ni contrôlés ni surveillés ».

Le 24 avril 1910, il se représente devant les électeurs : il est victorieux dès le premier tour avec 10 567 voix sur 19.914 votants, ses adversaires principaux obtenant respectivement : Roussel 4.582 voix, Brack 2.511 et Mandel 1.912. Son activité parlementaire, durant cette seconde législature, sera également très fructueuse : il appartiendra aux commissions des comptes définitifs, de la réforme judiciaire, des affaires extérieures, des protectorats et des colonies. Il se penchera sur le cas des sinistrés victimes des inondations de la Seine en 1910, et prononcera à la tribune, le 23 mai 1913, un grand discours républicain, développant son interpellation sur l'interdiction de la manifestation annuelle au cimetière du Père Lachaise.

Aux élections législatives de 1914, c'est Bachelet qui défend les couleurs du parti socialiste dans la 4^e circonscription de Saint-Denis ; il est battu par Bokanowski, radical-socialiste. Albert Willm, pour sa part, tente sa chance dans la 5^e circonscription. Il obtient au premier tour 6.695 voix contre 6.717 à Jean Bon, employé à la préfecture de la Seine ; et ce dernier emporte la victoire au second tour par 8 900 voix, Willm en obtenant 8 299.

Albert Willm aura laissé le souvenir d'un aidant, dévoué et fidèle défenseur des principes socialistes ; mais aussi celui d'un parlementaire de talent, possédant une connaissance approfondie des problèmes juridiques et économiques, passionnément attaché à la justice et à la liberté.

WILSON (DANIEL), né le 6 mars 1840 à Paris, mort le 13 février 1919 à Loches (Indre-et-Loire).

*Député d'Indre-et-Loire
au Corps législatif
de 1869 à 1870.*

*Représentant d'Indre-et-Loire
de 1871 à 1876.*

*Député d'Indre-et-Loire
de 1876 à 1889 et de 1893 à 1902.
Sous-secrétaire d'Etat aux Finances
du 29 décembre 1879
au 14 novembre 1881.*

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT et COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 562.)

Après la tempête soulevée par le scandale des décorations en 1887, Daniel Wilson laissa les passions s'éteindre en semblant renoncer à la politique et attendit cinq ans pour renouer avec celle-ci.

En 1892, en effet, il entre au conseil municipal de Loches, dont il devient maire (ce qui provoque la fureur vertueuse du député de Loches, Edouard

Muller, qui interpelle le gouvernement à ce sujet) et est élu pour le canton de Montrésor, au Conseil général.

Au renouvellement de 1893, il se présente dans la circonscription de Loches et est confortablement élu avec 9.505 voix sur 17.269 votants, contre 7.398 au député sortant le rallié Muller. Malgré ces chiffres qui semblent indiscutables, Maurice Lasserre, au nom de la morale publique, arrache, le 26 février 1894, une invalidation, discutable, de l'élection de Loches. Le 6 mai suivant Daniel Wilson est réélu, avec 166 voix de moins que la première fois, par 9.337 suffrages sur 17.274 votants contre 7.609 à Maurice Raoul-Duval. Une seconde fois on tente d'obtenir l'invalidation avec un acharnement où la mauvaise foi n'a d'égale que la partialité — des deux côtés d'ailleurs — mais la Chambre ne peut, quelque dépit qu'en aient au fond beaucoup de ses membres, qu'admettre Wilson à siéger le 10 mars 1896, soit 21 mois après sa réélection ! Cette situation ambiguë ne l'empêcha pas d'appartenir au 10^e bureau ni de siéger lors de la session extraordinaire de 1895 à la commission des pétitions. Ce fut d'ailleurs la seule activité qu'il eut au cours de cette législature et de la suivante.

Il fut en effet réélu en 1898 au scrutin de ballottage par 9.046 voix sur 17.912 votants contre 8.708 à Maurice Raoul-Duval, qui était arrivé en tête au premier tour. Renouvelant ses manœuvres de 1894, Raoul-Duval tenta de contester l'élection, mais sans trouver le moindre écho à la Chambre cette fois-ci.

Lassé de la politique, Daniel Wilson ne se représenta pas aux élections de 1902, laissant son siège à un autre radical Alphonse Chauteemps, frère d'Emile Chauteemps et oncle de Camille, futur président du Conseil.

Désormais, Daniel Wilson consacra sa retraite à l'imprimerie Arrault à Tours et à ses journaux, ainsi qu'à la gestion de sa fortune et à la culture des violettes dans sa propriété des Montains à Loches.

C'est là qu'il mourut le 13 février 1919, à l'âge de 79 ans.

WILTZER (ALEXIS, JEAN-PIERRE dit Alex), né le 4 juillet 1903 à Aigrange (Moselle).

Député de la Moselle de 1932 à 1942.

Avocat, Alex Wiltzer se présenta aux élections législatives du 8 mai 1932. Il fut élu au second tour par 8.762 voix contre 5.280 à Koune. Il fut réélu le 3 mai 1936 par 7.864 voix contre 6.903 à Antoni.

Secrétaire d'âge et membre de diverses commissions, il prit part aux discussions se rapportant notamment aux conditions de travail des mineurs lorrains et à la protection du petit commerce contre les magasins à prix unique ainsi qu'à diverses questions intéressant son département

Il fut l'un des passagers du paquebot *Massilia* et ne prit pas part au vote du 10 juillet 1940.

WITT (CONRAD, JACOB, DIONYS, CORNÉLIS de), né le 15 novembre 1824 à Paris, mort le 20 août 1909 à Saint-Ouen-le-Pin (Calvados).

Député du Calvados de 1885 à 1902.

(Voir première partie de la biographie dans ROBERT ET COUGNY, *Dictionnaire des Parlementaires*, t. V, p. 564.)

Conservateur révisionniste et protectionniste, Conrad de Witt se présenta aux élections législatives de 1889 et fut réélu au premier tour par 6.909 voix contre 5.189 à Landry, républicain. Il en fut de même aux élections de 1893 où il obtint 6.373 voix contre 3.411 à Bénard et à celles de 1898 où il battit d'Hangest par 6.001 voix contre 3.590. En revanche, en 1902, il n'obtint que 1.116 voix au premier tour et 17 au second, battu par Ernest Flandin, conseiller général, qui devait par la suite représenter la circonscription jusqu'en 1932.

À la Chambre, Conrad de Witt, bien que monarchiste libéral de conviction et inscrit à droite, soutint toujours les ministres modérés au pouvoir. Partisan de la politique du comte de Paris, il se détacha de celle du duc d'Orléans quand celle-ci lui parut trop réactionnaire et se rallia volontiers à la République.

Membre de diverses commissions et notamment de celle des colonies, membre du groupe agricole, il prit part aux discussions relatives à la réforme des impôts, à la politique scolaire et coloniale ainsi qu'au privilège des bouilleurs de cru qu'il avait déjà défendu en 1888 dans un discours remarqué. Il s'intéressa également à la question de Madagascar à propos de laquelle il prononça un plaidoyer en faveur de la liberté de conscience.

Lors de la demande de révision du procès Dreyfus, il prit nettement parti en faveur de cette mesure et se sépara dès lors tout à fait de ses anciens amis politiques. Il soutint sans ambiguïté le ministère Waldeck-Rousseau (1899-1902), attitude qui lui coûta son siège de conseiller général en 1901 et celui de député l'année suivante.

Il mourut le 19 août 1909 au château du Val Richer à Saint-Ouen-le-Pin, dans la région de Cambremer, dans sa quatre-vingt-cinquième année. Il était veuf d'Henriette Guizot, la fille aînée du ministre de Louis-Philippe.

WOLFF (JULES, AUGUSTE), né le 22 juillet 1878 à Saint-Quirin (Moselle).

Député de la Moselle de 1928 à 1932

Sénateur de la Moselle de 1933 à 1944

Fils d'un hôtelier de Saint-Quirin, maire de la commune, Jules Wolff entre à l'école normale d'instituteurs et il est nommé à Vic-sur-Seille.

Il est d'abord élu conseiller général de ce canton en 1925 par 1.058 voix sur 1.061 suffrages exprimés et réélu en 1931 avec 1.267 voix sur 1.269 suffrages exprimés, c'est-à-dire à la quasi-unanimité.

Il est élu aussi député de Château-Salins, le 22 avril 1928, par 8.991 voix contre 2.535 à François sur 11.766 votants et réélu le 1^{er} mai 1932 par 11.094 voix sur 11.347 votants sur un programme de l'union républicaine démocratique, signé par cinq autres candidats du département dont Robert Schuman. Là encore, il n'a pratiquement pas d'adversaire.

Il est enfin élu sénateur le 16 octobre 1932 par 816 voix sur 1.457 votants. Ses collègues du conseil municipal le choisissent comme maire le 12 mars 1938.

À la tribune des assemblées parlementaires, ses interventions sont brèves mais percutantes. Elles concernent souvent la situation de ses compatriotes lorrains.

Un jour, notamment, alors que la proposition à la croix de la Légion d'honneur d'un vieux Lorrain, ancien instituteur, semblait être mise en cause, il ré-

pond en vertes répliques aux assertions fallacieuses de certains de ses collègues qui croyaient pouvoir se permettre un droit de regard sur le passé des Lorrains pendant l'annexion.

L'incident atteint un tel degré que Poincaré et plusieurs de ses ministres se préparent à quitter la salle des séances. C'est Wolff lui-même qui, aux applaudissements de ses collègues, rétablit la situation en exprimant au Président du Conseil la sympathie de ses compatriotes.

Jules Wolff ne redoute donc pas la tribune où ses interventions, lucides et compétentes, sont pleines d'autorité et sont très écoutées, mais il la dédaigne. Il est assidu de la Chambre mais il ne se mêle pas aux intrigues de couloirs. Il obtient plus par son attitude sympathique et par son affabilité que par de longs et vains discours. Son action à la commission des régions libérées est efficace. Il est également membre des commissions de l'enseignement et de l'hygiène.

Il n'a pas pris part au vote de la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940.

Membre du comité de la société d'archéologie de l'Est, président des traducteurs-jurés de l'Est, de la société d'agriculture de la Moselle, Jules Wolff était officier d'académie.